



LE PRÉSIDENT

- ÊTRE ÉGLISE ENSEMBLE -

THE PRESIDENT

- BEING A CHURCH TOGETHER -

DOUBLE SCRUTIN DU 09 FÉVRIER 2020/ELECTIONS LEGISLATIVES ET MUNICIPALES

Mission d'Observation Electorale Protestante du Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA)

DECLARATION

INTRODUCTION

- 1 Le 09 Février 2020, les camerounais se sont rendus aux urnes aux fins d'élire les Députés à l'Assemblée Nationale (Chambre basse du Parlement) et les membres des Conseils Municipaux.
- 2 Le Conseil des Eglises Protestantes du Cameroun (CEPCA) à travers son programme ***“PLAIDOYER POUR LES PROCESSUS ELECTORAUX LIBRES ET TRANSPARENTS DANS LA PAIX AU CAMEROUN”*** a eu des accréditations pour 680 observateurs, préalablement formés avant le scrutin présidentiel de 2018. Ces accréditations ont concerné huit (08) Régions sur dix (10) que compte le Cameroun. 480 observateurs auront répondu présents compte-tenu du caractère tardif de la délivrance des accréditations.
- 3 La présente déclaration du CEPCA donne des observations des faits saillants survenus au cours de la consultation électorale concernée et de l'environnement immédiat avant, pendant et après le scrutin.
- 4 Au regard du caractère local de ce double scrutin, il n'est pas particulièrement utile d'attendre les différents recours des partis politiques pour se prononcer.
- 5 Le double scrutin du 09 Février 2020 s'est tenu dans un environnement politique généralement apaisé, malgré des défis sécuritaires, particulièrement dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest dans lesquelles sévissent les groupes armés des sécessionnistes « ambaboy ». Dans la Région de l'Extrême-Nord se sont les insurgés de « boko haram ».



LE PRÉSIDENT

- ÊTRE ÉGLISE ENSEMBLE -

THE PRESIDENT

- BEING A CHURCH TOGETHER -

- 6 Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) a appelé au boycott du double scrutin, en justifiant cette position par l'environnement sécuritaire peu rassurant, et la continuité de la « guerre ». Il faut par ailleurs noter que, selon les partis politiques et leaders d'opinions, les restrictions des libertés civiles et politiques dans lesdites régions du Cameroun, ont négativement impacté le niveau de participation des citoyens dans le processus électoral.
- 7 Le CEPCA, n'a pas noté un consensus national entre les acteurs du processus électoral autour des questions sur les déplacés internes, la sécurité dans les points de vote, le personnel et le matériel électoral dans les régions en situation sociale tendue.
- 8 Autant que cela était possible, les partis politiques ont respecté la représentation des jeunes et des femmes dans leurs listes de candidatures , même s'il faut déplorer la position de ces deux catégories sociales dans lesdites listes.
- 9 Plus de quarante-cinq partis politiques étaient en lice pour 180 sièges de députés et le contrôle de 360 exécutifs communaux pour près de 11 000 sièges de conseillers municipaux.
- 10 Selon les chiffres de ELECTION'S CAMEROON « **ELECAM** », 25 000 bureaux de vote seraient ouverts à travers le pays pour un corps électoral de 6,8 millions d'électeurs.

OBSERVATIONS GENERALES

- 11 L'ouverture et la fermeture des bureaux de vote se sont généralement faites dans le respect des dispositions du décret de convocation du corps électoral, c'est-à-dire à 08 heures et 18 heures.
- 12 L'atmosphère le jour du scrutin était globalement paisible sauf dans certaines parties dans les Régions du Nord-Ouest, de l'Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord.
- 13 Les électeurs se sont rendus dans les différents bureaux de vote dès l'ouverture, toutefois, nos observateurs présents ont constaté une affluence timide, variable d'un bureau à un autre en mi-journée.



LE PRÉSIDENT

- ÊTRE ÉGLISE ENSEMBLE -

THE PRESIDENT

- BEING A CHURCH TOGETHER -

- 14 Les listes de votants étaient affichées à l'entrée des bureaux de vote pour permettre aux électeurs de retrouver leur lieu de vote.
- 15 Absence de repères suffisamment indicatifs des centres de vote par endroits.
- 16 Dans la plupart des cas, la disposition des bureaux votes étaient défavorable aux personnes à mobilité réduite.
- 17 Les bureaux de vote ont été délocalisés des casernes militaires et Police, pour des lieux plus accessibles au public. L'on notait également la présence des forces de défense et de sécurité dans les lieux de vote.
- 18 Le matériel de vote était généralement disponible et en quantité suffisante.
- 19 Quel que soit le taux de participation enregistré par ELECAM (Election's Cameroon) ou celui qui sera proclamé par la Cour constitutionnelle, le président Paul Biya a d'ores et déjà annoncé la tenue des prochaines élections en sortant du bureau de vote dimanche à la mi-journée. *"Quand les élections municipales auront pris fin, on aura à élire les Conseillers régionaux. C'est le grand pas vers une démocratie plus développée"*, a-t-il déclaré à la presse

SITUATION PARTICULIERE DANS LES REGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST

Les élections dans les régions anglophones n'ont pas pu voter dans la paix et la sécurité. Une forte abstention dans les régions anglophones a marqué les élections législatives et municipales.

- 20 Après l'annonce des élections, les séparatistes ont appelé au boycott du vote dans les régions anglophones. Avant et pendant les élections, les séparatistes ont menacé les personnes qui voulaient participer et ont appelé les gens à rester chez eux. Dans une déclaration du 22 décembre 2019, Ayaba Cho Lucas, le dirigeant de l' « Ambazonia Governing Council », un groupe séparatiste, a affirmé que toute personne cherchant à participer ou à promouvoir les élections encourrait des conséquences.



LE PRÉSIDENT

- ÊTRE ÉGLISE ENSEMBLE -

THE PRESIDENT

- BEING A CHURCH TOGETHER -

- 21 Les séparatistes armés s'en sont pris aux personnes souhaitant participer aux élections législatives et municipales, que ce soit en tant que candidats, fonctionnaires électoraux, activistes ou citoyens. Parmi les personnes ciblées, ont figuré des membres et des partisans du Social Democratic Front, (SDF), que les séparatistes accusent de ne pas être solidaires de leur cause. Des séparatistes ont incendié au moins trois bureaux de Elections Cameroon (ELECAM), l'organe électoral national, à MISAJE, dans la région du Nord-Ouest, le 7 janvier 2020 ; à BABESSI, région du Nord-Ouest, le 16 janvier ; et à TOMBEL, région du Sud-Ouest, le 2 février.
- 22 Des séparatistes ont également incendié un bureau de poste où était entreposé du matériel électoral à BAFUT, dans la région du Nord-Ouest, à la veille des élections, ainsi qu'au moins sept maisons appartenant à des représentants du gouvernement et à des candidats dans diverses localités de la région du Nord-Ouest, depuis novembre 2019.
- 23 L'on a également recensé des incidents le jour du vote, dont des échanges de tirs dans plusieurs villages isolés.
- 24 Des partis d'opposition, notamment le MRC et le Cameroon People's Party (CPP), avaient également appelé au boycott des élections, invoquant des problèmes de sécurité et la nécessité de réformer le système électoral.
- 25 Sept cent forces de sécurité supplémentaires ont été déployées avant et pendant les élections dans les régions anglophones.
- 26 Les résultats des élections municipales sont attendus à partir le 12 février, et ceux des élections législatives pour le 29 février.
- 27 Les chiffres de la participation au double scrutin de dimanche n'ont pas encore été publiés. Mais, elle risque d'être peu élevée : parce que les incidents qui ont précédé les élections ont contribué à décourager les électeurs. Nos sources d'information sur le terrain dans le Nord-ouest et dans le Sud-ouest nous ont fait état des rues presque vides, et les bureaux de vote déserts.



LE PRÉSIDENT

- ÊTRE ÉGLISE ENSEMBLE -

THE PRESIDENT

- BEING A CHURCH TOGETHER -

28 Alors que les statistiques officielles sur le taux de participation n'ont pas encore été annoncées, dans une déclaration publiée à la clôture des élections, le Ministre de l'Administration Territoriale a affirmé que la population dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest « *a massivement participé pour exercer ses devoirs civiques dans toutes les unités administratives* ». Cependant, les rapports des médias indiquent que la participation des électeurs était faible dans ces régions à cause de l'insécurité et des craintes suscitées par les menaces et les attaques des séparatistes.

QUELQUES OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

- 29 Il faut relever les cas de graves violences entraînant des morts d'hommes dans l'Ouest et le Centre. Et aussi des casses et des rixes comme dans les Régions de l'Extrême-Nord (Maroua 2) et de l'Ouest (Bamboutos)
- 30 La situation particulière des zones anglophones semble avoir favorisé le parti au pouvoir.
- 31 Les populations des zones anglophones réfugiées dans les zones francophones n'ont pas pu voter dans leurs villages à cause des menaces de morts et de l'insécurité liée au grand banditisme.
- 32 La non acceptation des observateurs dans certains les bureaux de vote, même par les présidents des commissions locale vote « qu'est - ce que vous faites encore ici, vous nous empêchez de faire notre travail » Yaoundé III
- 33 Le remplissage et la signature tardifs des PV dans les bureaux de vote.



LE PRÉSIDENT

- ÊTRE ÉGLISE ENSEMBLE -

THE PRESIDENT

- BEING A CHURCH TOGETHER -

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

34 Le double scrutin du 09 Février 2020 s'est déroulé dans un environnement social et sécuritaire tendu, dès les investitures des candidats des partis politiques.

35 Nous reconnaissons les efforts fournis par ELECAM dans l'organisation et la gestion du double scrutin du 09 Février 2020.

Au regard de ce qui précède, le CEPCA recommande :

- ❖ Aux responsables en charge de l'organisation des élections (ELECAM et MINAT) de tenir compte des manquements et entorses observés pour un bon déroulement des élections sans irrégularités dans l'avenir.
- ❖ Aux partis politiques et aux candidats, de recourir aux voies légales en cas de contestations éventuelles.
- ❖ Au Conseil Constitutionnel, un sens élevé de responsabilité en vue de délibérer sur la pertinence des recours dans le respect de sa souveraineté.
- ❖ A la société civile en particulier, d'accroître la sensibilisation sur une implication encore plus active des jeunes et des femmes.
- ❖ Aux acteurs de la vie politique et civile, des actions citoyennes urgentes en vue de garantir une réelle indépendance de ELECAM par des choix consensuels et démocratiques de ses dirigeants.
- ❖ Aux élus, un réel encrage local pour le développement des communautés et partant du Cameroun.
- ❖ Au peuple camerounais, de préserver la paix dans notre pays qui est un don précieux qui nous vient de Dieu.

LE PRÉSIDENT DU CEPCA

Rt. Rev. FONKI Samuel FORBA